

17 novembre 2020

(20-8251)

Page: 1/4

**Conseil général
16 et 17 décembre 2020**

Original: anglais

**DIFFICULTÉS LIÉES AU COMMERCE RENCONTRÉES PAR LES PAYS LES
MOINS AVANCÉS ET VOIE À SUIVRE: PROJET
DE DÉCISION MINISTÉRIELLE**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA MISSION DU TCHAD AU NOM DU GROUPE
DES PMA SUR UNE TRANSITION SANS HEURT EN FAVEUR DES PAYS
SORTANT DE LA CATÉGORIE DES PMA

La communication ci-après, datée du 16 novembre 2020, est distribuée à la demande de la délégation du Tchad au nom du Groupe des PMA.

1. Dans le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés (PMA) pour 2011-2020, adopté à Istanbul en 2011, il est établi pour la première fois un objectif voulant que *"la moitié des pays les moins avancés répondent aux critères de reclassement d'ici à 2020"*. Au cours des 40 premières années qui ont suivi la création de la catégorie, en 1971, seuls 3 PMA ont pu être reclassés. Depuis 2011, cependant, les progrès accomplis sur la voie du reclassement s'accroissent et plusieurs PMA atteignent progressivement les différents seuils de reclassement relatifs au RNB par habitant, à l'indice de vulnérabilité économique et à l'indice du capital humain, tels que définis par le Comité des politiques de développement (CPD) de l'Organisation des Nations Unies.

2. Bien que la satisfaction de ces critères reste une avancée majeure, les PMA reclassés se heurtent encore à d'importantes difficultés en matière de commerce et de développement, et risquent de retomber dans la catégorie des PMA si leurs progrès ne sont pas pérennisés. La sortie de cette catégorie suppose aussi que les pays concernés perdront le bénéfice d'un large éventail de mesures internationales de soutien, qui auront souvent contribué à leur développement socioéconomique. Ces mesures de soutien prennent la forme d'une aide publique au développement, mais pas seulement; elles comprennent également une grande diversité de mesures liées au commerce, comme un accès préférentiel aux marchés, ou des dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD) figurant dans les règles de l'OMC. Il est donc essentiel d'atténuer les effets négatifs associés à la suppression de ces mesures de soutien pour assurer une transition sans heurt aux pays sortant de la catégorie des PMA. Cela vaut particulièrement dans le contexte de la crise actuelle liée à la COVID-19, qui risque de réduire à néant bon nombre des progrès que les PMA sortants ont accomplis jusqu'ici dans le domaine du développement.

3. Consciente de ce besoin, l'Assemblée générale des Nations Unies a établi le principe d'une "transition sans heurt", suivant lequel il faudrait éliminer les mesures de soutien propres aux PMA de manière progressive et prévisible une fois les pays définitivement retirés de la liste des PMA, afin de ne pas compromettre les progrès du pays sortant en matière de développement.

4. Plus précisément, dans les paragraphes 8 à 10 de la Résolution 59/209 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la "Stratégie de transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés", adoptée en 2004, et dans les paragraphes 15 à 17 de la Résolution 67/221 de l'Assemblée générale sur la "Stratégie de transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés", adoptée en 2012, "tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce [sont invités] à envisager d'accorder aux pays concernés les mesures de traitement spéciales et différenciées et les exemptions dont bénéficient les pays les moins avancés et ce, pour une durée appropriée en fonction du stade de développement du pays concerné". En outre, dans ces résolutions, les partenaires commerciaux des PMA sont invités à mettre en place des

procédures de prorogation ou d'élimination progressive de l'accès préférentiel aux marchés, et des fonds du système des Nations Unies spécifiquement consacrés aux PMA, pour continuer de fournir aux pays reclassés une assistance technique pendant un certain temps.

5. Dans les faits – à l'exception notable du Cadre intégré renforcé (CIR) – aucune procédure formelle de transition sans heurt n'est prévue à l'OMC pour ce qui est des mesures d'aide propres aux PMA, et des dispositions concernant le TSD prévues en leur faveur, telles qu'elles sont envisagées dans la résolution de l'ONU. Cela a mis les PMA sortants dans une situation très difficile, qui tient notamment à leurs vulnérabilités économiques et à leur capacité limitée de négocier des prorogations spécifiques au cas par cas.

6. Dans ce contexte, le Groupe des PMA soumet à l'examen des Membres une proposition concernant un projet de décision ministérielle (jointe en annexe); elle vise à ce qu'il soit donné suite aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, et à ce qu'un mécanisme global et efficace soit instauré dans le cadre du système de l'OMC pour que les PMA sortants connaissent une transition sans heurt.

7. Un accord sur cette décision contribuerait grandement à remédier aux difficultés que rencontrent les PMA sortants. Il constituerait également une contribution concrète du système commercial multilatéral s'agissant de promouvoir la mise en œuvre des résolutions antérieures de l'ONU, et la réalisation des objectifs et cibles du Programme d'action d'Istanbul.

ANNEXE*Projet de décision*

La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

Consciente de l'importance accordée à l'accroissement de la participation des pays les moins avancés au système commercial multilatéral, et de la nécessité de veiller à ce que le système tienne pleinement compte de leurs besoins, y compris des contraintes consécutives à leur perte du statut de pays moins avancé (PMA),

Rappelant le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, adopté à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Istanbul (Turquie) du 9 au 13 mai 2011, dans lequel les États membres se sont engagés à aider ces pays à atteindre l'objectif général qui consiste à ce que la moitié d'entre eux soient admis au retrait de la liste des pays les moins avancés d'ici à 2020,

Rappelant en outre les Résolutions 59/209 et 67/221 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la stratégie de transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés, adoptées respectivement en 2004 et en 2012, dans lesquelles tous les Membres de l'Organisation mondiale du commerce sont invités à envisager d'accorder aux pays concernés les mesures de traitement spéciales et différenciées et les exemptions dont bénéficient les pays les moins avancés et ce, pour une durée appropriée en fonction du stade de développement du pays concerné,

Reconnaissant la nécessité d'instaurer une procédure efficace qui favorise la transition sans heurt des PMA reclassés vers leur nouveau statut grâce à l'élimination progressive, pendant une période raisonnable, des mesures de soutien liées au commerce propres aux PMA,

Décide ce qui suit:

1. Les mesures de soutien dont bénéficient les pays les moins avancés seront accordées à un pays moins avancé Membre pour une période de 12 ans suivant l'entrée en vigueur d'une décision par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies exclut le Membre de la catégorie des pays les moins avancés.
2. Les mesures de soutien visées au paragraphe 1 comprendront:
 - i. toutes les mesures de traitement spéciales et différenciées et les exemptions s'appliquant à un pays moins avancé en vertu d'Accords, de mémorandums d'accord, de décisions ministérielles, de décisions du Conseil général et d'autres décisions en la matière qui existent ou existeront dans le cadre de l'OMC,
 - ii. tous les programmes et dispositifs d'assistance technique et de renforcement des capacités spécifiquement consacrés aux PMA dans le système de l'OMC, et
 - iii. toute autre mesure y relative en faveur des PMA.
3. Si une décision par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies exclut un pays moins avancé Membre de la catégorie des pays les moins avancés entre en vigueur pendant une période de transition accordée aux PMA au titre de quelconques Accords, mémorandums d'accord, décisions ministérielles, décisions du Conseil général ou autres décisions en la matière qui existent ou existeront dans le cadre de l'OMC, le Membre aura le droit d'utiliser le reste du délai accordé aux PMA.
4. Les pays développés et les pays en développement qui accordent des préférences commerciales unilatérales aux pays les moins avancés établiront des procédures consistant à proroger et à éliminer progressivement le régime d'accès préférentiel à leurs marchés pendant une

période de 12 ans suivant l'entrée en vigueur d'une décision par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies exclut un pays de la catégorie des pays les moins avancés.

5. À l'issue de la période de transition prévue au paragraphe 1, un PMA Membre qui a été reclassé bénéficiera automatiquement du traitement spécial et différencié le plus favorable accordé aux autres pays en développement Membres.
